

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2544

[2004/201542]

**17 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1<sup>er</sup>, § 2 et § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 21 août 1970 relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française, notamment l'article 2.4;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle des organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 mars 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", notamment l'article 24;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médicaux-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, notamment l'article 45 remplacé par l'article 9 du décret du 27 février 2003 instituant l'Ecole d'Administration publique de la Communauté française en service de la Communauté française à gestion séparée et portant diverses mesures modificatives en vue de l'instauration d'un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux dans les services du Gouvernement de la Communauté française, certains organismes d'intérêt public qui en dépendent et dans les universités organisées par la Communauté française;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, notamment l'article 137.

Vu le protocole n° 293 du comité de secteur XVII, conclu le 25 juin 2003;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 2 juin 2003;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 22 mai 2003;

Vu l'avis du Conseil de direction du Commissariat général aux Relations internationales, donné le 23 juin 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mai 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mai 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 8 mai 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai de trente jours;

Vu l'avis 36.336/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 2004 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 mars 2004,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Fonctionnaire dirigeant : le fonctionnaire général dirigeant le Ministère de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou un Organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, chacun pour ce qui concerne l'entité administrative qu'il dirige;

2<sup>o</sup> Membres du personnel : les personnes qui, à quelque titre que ce soit, sont membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou d'un Organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

3<sup>o</sup> Ecole d'Administration publique : l'Ecole d'Administration publique créée au sein du Ministère de la Communauté française par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française;

4<sup>o</sup> Conseil de la Formation : le Conseil de la Formation visé à l'article 5, de l'arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française.

**Art. 3.** Les formations en cours de carrière visées par le présent arrêté sont les suivantes :

1<sup>o</sup> les formations transversales dont une liste annuelle est établie pour chaque entité administrative par l'Ecole d'Administration publique sur base de programmes retenus par le Conseil de la Formation comme répondant à la définition des compétences arrêtée par chaque Fonctionnaire général par application du critère de plus value que lesdites compétences sont estimées pouvoir procurer à l'entité administrative concernée globalement considérée;

2<sup>o</sup> les formations spécifiques reconnues par l'Ecole d'Administration publique comme répondant à des besoins de compétences ponctuels et exceptionnels fixés par un Fonctionnaire général, après accord du Conseil de la Formation quant à l'adéquation entre le programme de formation envisagée et le besoin tel que défini par l'entité administrative concernée;

3° la formation attestée par le brevet de management public visé par l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française, ci-après appelée "le brevet";

4° la formation attestée par la réussite d'un concours d'accession de niveau visé à l'article 44 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, ci-après appelé "le concours".

Les formations communes de service, facultatives ou obligatoires, ne sont pas visées par le présent arrêté.

## CHAPITRE II. — *De la valorisation administrative et pécuniaire des formations en cours de carrière*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 4.** Les membres du personnel ayant suivi avec fruit une formation visée par le présent arrêté se voient octroyer une prime dont le montant maximum est fixé à 1.500 EUR, quel que soit le niveau dont relève l'échelle qui fixe leur traitement.

Pour pouvoir se prévaloir de la prime visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le membre du personnel concerné doit fournir au service du personnel de l'entité administrative dont il relève une copie du diplôme correspondant à cette formation ou, à défaut pour cette formation de faire l'objet d'un acte attestant de la réussite d'épreuves qui la sanctionnent, d'une attestation équivalente établie dans la forme et selon les critères fixés par l'Ecole d'Administration publique.

**Art. 5.** Chaque formation se voit attribuer par l'Ecole d'Administration publique et du Conseil de la Formation, après avis du (ou des) Fonctionnaire(s) général(aux) concerné(s), un coefficient révisable de 0 à 10 dont le maximum correspond à l'intégralité du montant maximum visé à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>.

La fixation du coefficient visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> tient compte du degré d'intérêt de la formation en terme de plus value et du degré de contrainte de la formation pour le membre du personnel qui la suit.

Seules les formations couvrant un minimum de 200 heures, en ce compris l'élaboration d'un travail écrit ou le suivi d'un stage lorsqu'un de ceux-ci est requis, peuvent se voir attribuer un coefficient supérieur à 5.

Les membres du personnel ont droit à la prime telle que calculée au moment où ils s'inscrivent à la formation. La suppression de la mention d'une formation visée à l'article 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> ou la modification à la baisse d'un coefficient fixé en application du présent article ne leur est pas applicable.

Tous les deux ans, l'Ecole d'Administration publique remet au Ministre de la Fonction publique un rapport motivé sur le contenu de la liste des formations transversales. Ce rapport comprend également une liste des formations spécifiques qui ont été suivies.

**Art. 6.** La prime est payée le mois de janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle le membre du personnel fournit le document requis à l'article 4, alinéa 2, à l'exception de la prime visée à l'article 16.

Lorsque le membre du personnel ne bénéficie pas d'un traitement en raison de prestations complètes, la prime est réduite au prorata, par rapport à ce traitement de référence, des traitements versés au membre du personnel concerné au cours de l'année considérée.

**Art. 7.** Les agents statutaires des niveaux 2+, 2 et 3 qui réussissent une formation transversale ou spécifique conférant un diplôme donnant accès, au sein de l'entité administrative dont ils relèvent, au recrutement à un niveau supérieur sont réputés lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur. Ils obtiennent à leur demande le passage à ce niveau supérieur.

Si un membre contractuel du personnel qui a accompli ou accomplit une formation visée à l'alinéa premier devient membre du personnel à titre statutaire, il bénéficie également de la mesure visée à l'alinéa premier.

Les candidats à l'accession au niveau supérieur en application du présent article ont priorité sur les lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur s'ils ont obtenu le diplôme visé à l'alinéa premier à une date antérieure à la réussite dudit concours.

**Art. 8.** Une formation en cours de carrière n'est valorisée en application du présent arrêté que pour autant que le membre du personnel qui en sollicite le bénéfice ait pu se prévaloir de cette même qualité de membre du personnel pendant toute la durée de la formation concernée.

**Art. 9.** Les primes fixées en application du présent arrêté sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977, organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Les primes sont rattachées à l'indice pivot 138,01.

Lorsque le membre du personnel peut se prévaloir simultanément du bénéfice de plusieurs primes en raison de formations relevant de plusieurs catégories de formation telles que définies à l'article 3, la catégorie de formation qui lui est la plus favorable est seule prise en compte pour l'application du présent chapitre.

**Art. 10.** En fonction des crédits disponibles, le Gouvernement est habilité à augmenter ou à diminuer les primes fixées en application du présent chapitre à concurrence de la moitié des montants maximums fixés à l'article 4, après consultation du Conseil de la Formation.

### *Section 2. — Des formations transversales*

**Art. 11.** Le membre du personnel ayant suivi avec fruit une formation transversale bénéficie de la prime visée à la section 1<sup>ère</sup> du présent chapitre.

Toutefois, la prime n'est octroyée aux agents de niveau 1 et 2+ qu'en raison d'une formation qui comporte un volume horaire minimum de deux cents heures, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

*Section 3. — Des formations spécifiques*

**Art. 12.** Le membre du personnel ayant suivi avec fruit une formation spécifique bénéficie de la prime visée à la section 1<sup>re</sup> du présent chapitre.

Toutefois, la prime n'est octroyée aux agents de niveau 1 et 2+ qu'en raison d'une formation qui comporte un volume horaire minimum de deux cents heures, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

**Art. 13.** Les frais d'inscription d'un membre du personnel à une formation spécifique sont à charge du budget de l'entité administrative dont relève le bénéficiaire de la formation.

Le membre du personnel concerné a, en outre, droit, en raison des déplacements que nécessite sa participation à la formation spécifique, au remboursement des frais de parcours aux conditions et suivant les taux établis par la réglementation applicable aux membres du personnel de l'entité administrative dont il relève.

*Section 4. — Du brevet*

**Art. 14.** Le membre du personnel détenteur du brevet bénéficie de la prime visée à la section 1<sup>re</sup> du présent chapitre.

Le montant de cette prime est nécessairement le montant maximum visé à l'article 4, sans préjudice de l'application de l'article 11.

**Art. 15.** Le membre du personnel concerné a droit, en raison des déplacements que nécessite sa participation à la formation attestée par le brevet, au remboursement des frais de parcours aux conditions et suivant les taux établis par la réglementation applicable aux membres du personnel de l'entité administrative dont il relève.

*Section 5. — Du concours*

**Art. 16.** Le membre du personnel statutaire lauréat d'un concours visé à l'article 3, 4<sup>o</sup>, bénéficie de la prime visée à la section 1<sup>re</sup> du présent chapitre s'il n'est pas promu dans les douze mois de sa réussite.

Le membre du personnel contractuel lauréat d'un concours visé à l'article 3, 4<sup>o</sup>, bénéficie de la même prime, à moins qu'il ne passe sous régime statutaire dans les douze mois de sa réussite.

Le montant de cette prime est nécessairement le montant maximum déterminé en application de l'article 4, sans préjudice de l'application de l'article 10.

La prime est payée à l'échéance des douze mois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

*CHAPITRE III. — Des congés de formation pour les formations transversales, spécifiques et le brevet*

**Art. 17.** Les congés de formation constituent des dispenses de service dont peut bénéficier tout membre du personnel inscrit à une formation visée à l'article 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>.

**Art. 18.** Les congés de formation se prennent sous forme de jours, demi-jours ou heures, de manière continue ou non, avec un maximum par année scolaire ou académique, précisé ci-après :

1<sup>o</sup> 180 heures pour le brevet et les formations universitaires ou de niveau universitaire;

2<sup>o</sup> 120 heures pour les autres formations.

Un seul crédit d'heures peut être octroyé par année scolaire ou académique.

Le nombre maximum d'heures visé ci-dessus est en outre nécessairement réduit à celui de la durée de la formation lorsque cette durée est inférieure à ce crédit de référence.

Pour le brevet et les formations spécifiques, le crédit d'heures susvisé est augmenté de manière à correspondre à la durée de la formation lorsque le nombre d'heures que couvre celle-ci excède le crédit d'heures visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Pour le calcul de la durée de la formation donnant droit au crédit d'heures, le nombre d'heures dont l'agent est dispensé en raison d'études antérieures ou en cours est déduit.

**Art. 19.** Pour le calcul du nombre d'heures de congé de formation, il est également tenu compte des prestations de l'agent pendant l'année de référence.

Donnent lieu à une diminution proportionnelle du congé de formation :

1<sup>o</sup> les périodes de l'année de référence pendant lesquelles le membre du personnel ne peut se prévaloir de la qualité définie à l'article 2, 2<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> les absences pendant lesquelles le membre du personnel est placé en position administrative de non-activité ou de disponibilité;

3<sup>o</sup> le congé prévu par les articles 11 et 12 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle ou par toute autre disposition qui s'y substituerait;

4<sup>o</sup> le congé pour prestations réduites justifié par des raisons sociales ou familiales;

5<sup>o</sup> le congé pour interruption de la carrière professionnelle;

6<sup>o</sup> le congé découlant d'une mesure de redistribution du travail dans le secteur public.

**Art. 20.** § 1. Le membre du personnel qui sollicite un congé de formation doit pouvoir se prévaloir d'une attestation d'inscription à la formation donnant droit à ce congé ou de tout acte en faisant foi délivré par l'Ecole.

L'acte visé à l'alinéa précédent mentionne la durée que comporte la formation pour chaque année scolaire ou académique qu'elle couvre. Cette durée inclut s'il échet le temps nécessaire à l'élaboration d'un travail écrit ou au suivi d'un stage si l'un de ceux-ci est requis.

§ 2. La dispense de service est accordée par le membre du personnel compétent pour autoriser les congés annuels de vacances, après présentation de l'attestation prévue au § 1<sup>er</sup>. Il en est accusé réception.

§ 3. La dispense ne peut être refusée que ponctuellement en raison de circonstances particulières liées aux nécessités du service.

§ 4. En l'absence de décision dans les dix jours de réception de la demande de dispense, celle-ci est réputée octroyée au membre du personnel.

Le refus d'octroi d'une dispense de service est notifié au membre du personnel concerné dans le même délai.

§ 5. En cas de refus, le membre du personnel concerné peut, endéans les cinq jours du dépassement de ce délai, recourir à l'arbitrage du fonctionnaire général dirigeant l'Ecole.

Le fonctionnaire général visé à l'alinéa précédent procède aux mesures d'instruction utiles.

Il entend nécessairement, à leur demande, le membre du personnel désigné à cette fin par le Fonctionnaire dirigeant l'entité administrative concernée, et le membre du personnel qui l'a saisi, accompagné s'il échet de la personne de son choix.

Il prend une décision dans les quinze jours de sa saisine.

Si la décision déclare le refus non fondé, il ne peut plus être refusé de dispense au membre du personnel concerné pour la formation considérée.

**Art. 21.** Les membres du personnel ayant obtenu des dispenses de service sont tenus de produire au service du personnel de l'entité administrative dont ils relèvent, au plus tard dans les deux mois suivants l'année scolaire ou académique considérée, des attestations de fréquentation assidue à la formation ayant donné droit au congé de formation ou, lorsque cette exigence n'est pas de pratique, d'une dispense fournie par l'Ecole d'Administration publique dans la forme et selon les critères qu'elle détermine.

Est assidue au sens de l'alinéa précédent, la fréquentation couvrant les 4/5ème au moins de la formation qui aurait dû être effectivement suivie.

A l'issue de la formation, les membres du personnel ayant bénéficié d'une dispense transmettent au même service une attestation de leur participation à l'épreuve ou aux épreuves sanctionnant la formation à raison de laquelle ils ont bénéficié du crédit d'heures ou une dispense analogue à celle visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le membre du personnel qui ne se soumet pas à une des obligations susvisées perd pendant 4 ans le bénéfice du régime de congé organisé par le présent chapitre.

**Art. 22.** Sauf décision contraire du Fonctionnaire dirigeant l'entité administrative concernée, le congé de formation ne peut être accordé plus d'une fois pour la même formation.

Lorsqu'une même formation s'étend sur plusieurs années scolaires ou académiques et que le membre du personnel participant à cette formation n'utilise pas tous les congés annuels de formation auxquels il peut prétendre en application de l'article 19, ceux des congés qui n'ont pas été pris peuvent, sur demande motivée de ce membre du personnel, être reportés sur une année de formation ultérieure par décision du même Fonctionnaire dirigeant.

#### CHAPITRE IV. — *Des congés d'étude pour les concours d'accession*

**Art. 23.** Les congés d'étude constituent des dispenses de service dont peut bénéficier tout agent inscrit à un concours d'accession de niveau organisé par le SELOR en vue d'assurer la promotion par accession au niveau supérieur dans des emplois des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

**Art. 24.** Les congés d'étude se prennent sous forme de jours ou de demi-jours, de manière continue ou non, au cours de la période de deux mois qui précède la date présumée de l'épreuve considérée.

Les crédits d'heure sont fixés à dix jours.

Par épreuve réussie, l'agent peut obtenir un crédit de trois jours supplémentaires pour les épreuves ultérieures.

Les nombres de jours visés aux alinéas précédents constituent un crédit défini, par agent et pour l'accession de celui-ci à chaque niveau supérieur, pour la durée de sa carrière. Ce crédit est constitué à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Il peut être utilisé par chaque agent qui est inscrit à une ou plusieurs épreuves d'une session d'un seul concours d'accession.

L'inscription simultanée d'un agent à des épreuves correspondant à deux concours, ne lui ouvre le droit d'utiliser qu'un seul des deux crédits correspondant à ces concours.

**Art. 25.** L'octroi des dispenses de service est subordonné à la participation aux cycles de cours préparatoires organisés par l'Ecole, qui vérifie l'assiduité à ces cours au moyen de feuilles de présence.

Est considéré comme ayant participé à une séance de formation, le membre du personnel qui a signé la feuille de présence au début et à la fin de chaque séance ou au début et à la fin de chaque demi-journée lorsque la séance est étalée sur une journée entière.

L'Ecole avise les Fonctionnaires dirigeants concernés de l'assiduité des membres du personnel placés sous leur autorité.

Les agents qui ont participé à 4/5<sup>e</sup> au moins des séances constituant ces cycles de cours, peuvent bénéficier, dans les limites fixées à l'article 25, de dispenses de service.

**Art. 26.** La dispense de service est accordée par le membre du personnel compétent pour accorder les congés annuels de vacances, après présentation de l'attestation prévue au § 1<sup>er</sup>. Il en est accusé réception.

La dispense ne peut être refusée que ponctuellement en raison de circonstances particulières liées aux nécessités du service.

En l'absence de décision dans les dix jours de réception de la demande de dispense, celle-ci est réputée octroyée au membre du personnel.

Le refus d'octroi d'une dispense de service est notifié à l'agent concerné dans le même délai.

En cas de refus, l'agent concerné peut, endéans les cinq jours du dépassement de ce délai, recourir à l'arbitrage du fonctionnaire général dirigeant l'Ecole.

Le fonctionnaire général visé à l'alinéa précédent procède aux mesures d'instruction utiles.

Il entend nécessairement, à leur demande, le membre du personnel désigné à cette fin par le Fonctionnaire dirigeant l'entité administrative concernée, et l'agent qui l'a saisi, accompagné s'il échet de la personne de son choix.

Il prend une décision dans les quinze jours de sa saisine.

Si la décision déclare le refus non fondé, il ne peut plus être refusé de dispense au membre du personnel concerné pour la formation considérée.

**Art. 27.** Les agents ayant obtenu des dispenses de service sont tenus de produire auprès des agents les leur ayant accordées, la convocation du SELOR estampillée à la date de l'épreuve. S'ils ne se soumettent pas à cette obligation, ils perdent pendant 4 ans le bénéfice du régime de congé organisé par le présent chapitre.

Les absences aux examens qui sont imputables à des cas de force majeure doivent être également justifiées auprès des mêmes agents.

**Art. 28.** Chaque journée d'examen est assimilée à une prestation journalière normale.

Sauf instruction contraire exprimée par écrit par le Fonctionnaire dirigeant l'entité administrative dans laquelle l'agent exerce ses activités professionnelles, celui-ci n'est pas tenu de rejoindre son lieu de travail à l'issue de l'examen.

Toutefois, lorsque l'épreuve est organisée un samedi ou un dimanche, le candidat bénéficie, sur présentation de la convocation du SELOR estampillée à la date de l'épreuve, d'un jour de compensation à prendre, en accord avec son supérieur hiérarchique immédiat, soit le dernier vendredi précédant l'épreuve, soit le premier lundi qui suit celle-ci.

#### CHAPITRE V. — Dispositions abrogatoires et finales

**Art. 29.** L'arrêté royal du 21 août 1970 relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat est abrogé. Il reste toutefois applicable aux membres du personnel bénéficiant de ce régime à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 30.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 31.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 17 mars 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,  
Ch. DUPONT

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2544

[2004/201542]

**17 MAART 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de opleidingen tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1, § 2 en § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding van sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2.4;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van een Commissariaat-generaal bij de Internationale Betrekkingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen door het decreet van 27 maart 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45 vervangen bij artikel 9 van het decreet van 27 februari 2003 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer en tot diverse wijzigingen met het oog op de invoering van een mandatenstelsel voor de ambtenaren-generaal in de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering, sommige instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en in de universiteiten die worden ingericht door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het protocol nr. 293 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 25 juni 2003;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 2 juni 2003;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 22 mei 2003;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Commissariaat-generaal voor Internationale betrekkingen, gegeven op 23 juni 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 mei 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 mei 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 8 mei 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag aan de Raad van State om advies te verlenen binnen een maximale termijn van dertig dagen;

Gelet op het advies nr. 36.336/2 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2004, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 maart 2004,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge raad voor de Audiovisuele Sector en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder :

1° Leidend ambtenaar : de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector of van een Instelling van openbaar nut die ressorteert onder het Comité van Sector XVII, elk wat de administratieve entiteit betreft waarover hij de leiding heeft;

2° Personeelslid : de personen die, met eender welke hoedanigheid, lid zijn van het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector of van een instelling van openbaar nut die ressorteert onder het Comité van Sector XVII;

3° Ecole d'Administration publique : School voor Overheidsbestuur opgericht binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap bij artikel 1 van het besluit van de Regering van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor Overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap;

4° Vormingsraad : de Vormingsraad bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Regering van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor Overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap;

**Art. 3.** De bij dit besluit bedoelde opleidingen tijdens de loopbaan zijn de volgende :

1° de transversale opleidingen waarvan jaarlijks voor elke administratieve entiteit door de "Ecole d'Administration publique" een lijst opgesteld wordt op basis van programma's die gekozen werden door de Vormingsraad zoals bedoeld bij de definitie van de bevoegdheden, vastgelegd door elke Ambtenaar-generaal bij toepassing van het criterium van meerwaarde, die de bedoelde bevoegdheden geacht worden aan de betrokken globaal beschouwde administratieve entiteit te verschaffen;

2° de specifieke vormingen die erkend zijn door de "Ecole d'Administration publique" omdat ze aan specifieke en uitzonderlijke behoeften voldoen van bevoegdheden vastgesteld door een Ambtenaar-generaal, na de instemming van de Vormingsraad wat de gelijkstelling tussen het beoogde vormingsprogramma en het nut zoals bepaald door de betrokken administratieve entiteit betreft;

3° de opleiding bewezen door het brevet voor overheidsmanagement bedoeld bij artikel 2 van het besluit van de Regering van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor Overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap, hierna "het brevet" genoemd;

4° de opleiding bewezen door het slagen voor een vergelijkend examen voor overgang naar een hoger niveau bedoeld bij artikel 44 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, hierna "het vergelijkend examen" genoemd".

De facultatieve of verplichte gemeenschappelijke dienstvormingen worden niet in dit decreet beoogd.

#### HOOFDSTUK II. — De administratieve en geldelijke valorisatie van de opleidingen tijdens de loopbaan.

##### Afdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 4.** De personeelsleden die met vrucht een bij dit besluit bedoelde opleiding gevolgd hebben, krijgen een premie waarvan het maximaal bedrag vastgesteld is op 1500 EUR, ongeacht het niveau van hun bezoldigingsschaal.

Om recht te hebben op de in lid 1 bedoelde premie moet het betrokken personeelslid aan de personeelsdienst van de administratieve entiteit waartoe hij behoort een kopie van het diploma dat met deze opleiding overeenstemt of, indien hij voor deze opleiding geen akte kan indienen die bewijst dat het lid voor een examen geslaagd is, een overeenstemmend getuigschrift dat opgesteld is in de vorm en volgens de criteria die door de "Ecole d'Administration publique" vastgesteld zijn, indienen.

**Art. 5.** Voor elke opleiding wordt door de "Ecole d'Administration publique" en door de Vormingsraad na het advies van de betrokken Ambtenaar-generaal of ambtenaren-generaal een coëfficiënt toegekend van 0 tot 10 waarvan het maximum overeenstemt met het geheel van het maximaal bedrag bedoeld bij artikel 4, lid 1.

De vaststelling van de in lid 1 bedoelde coëfficiënt houdt rekening met het belang van de opleiding wat de meerwaarde betreft voor de betrokken administratieve entiteit en met de dwang van de opleiding voor het personeelslid dat de opleiding volgt.

Slechts de opleidingen van minimaal 200 uur, met inbegrip van het opstellen van een geschreven werk of van het lopen van een stage wanneer één van de twee vereist is, kunnen een coëfficiënt krijgen die hoger is dan 5.

De personeelsleden hebben recht op een premie zoals die berekend is op het moment waarop ze zich voor de opleiding inschrijven. Het schrappen van de vermelding van een opleiding bedoeld in artikel 3, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> of het verminderen van een coëfficiënt die vastgesteld is bij toepassing van dit artikel, is niet van toepassing op hen.

Om de twee jaar overhandigt de "Ecole d'Administration publique" een gemotiveerd verslag aan de Minister van Ambtenarenzaken over de inhoud van de lijst van de transversale opleidingen. Dat verslag bevat eveneens een lijst van de specifieke vormingen die gevolgd zijn.

**Art. 6.** De premie wordt uitbetaald in januari van het jaar dat volgt op het jaar waarop het personeelslid het in artikel 4, lid 2, vereiste document levert, behalve wat de premie bedoeld in artikel 17 betreft.

Wanneer het personeelslid wegens onvolledige prestaties geen bezoldiging geniet, wordt de premie, houdend rekening met die referentiebezoldiging, verminderd naar evenredigheid van de bezoldigingen die gestort zijn op de rekening van het betrokken personeelslid tijdens het bedoelde jaar.

**Art. 7.** De statutaire personeelsleden van niveau 2+, 2 en 3 die geslaagd zijn voor een transversale of specifieke opleiding waarbij zij een diploma krijgen dat hen toegang verleent, binnen de bestuursseenheid waaronder ze ressorteren, tot de werving in een hoger niveau, worden geacht geslaagd te zijn voor een vergelijkend examen van overgang naar een hoger niveau. Op eigen aanvraag krijgen ze toegang tot dat hogere niveau.

Indien een contractueel personeelslid dat een opleiding volgt of heeft gevolgd zoals bedoeld bij het eerste lid vast benoemd wordt, geniet hij ook de bij het eerste lid bedoelde maatregel.

De kandidaten voor de overgang naar een hoger niveau bij toepassing van dit artikel hebben de voorrang op de geslaagden voor een vergelijkend examen voor overgang naar een hoger niveau indien zij het bij het eerste lid bedoelde diploma hebben behaald op een datum voor het slagen voor genoemd vergelijkend examen.

**Art. 8.** Een opleiding tijdens de loopbaan wordt enkel gevaloriseerd bij toepassing van dit besluit als het personeelslid dat erom vraagt deze hoedanigheid van personeelslid heeft kunnen genieten tijdens de hele duur van de betrokken opleiding.

**Art. 9.** De premies die vastgesteld zijn bij toepassing van dit besluit zijn gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijs, overeenkomstig de regels bedoeld bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijs van het Rijk worden gekoppeld.

De premies zijn verbonden aan de spilindex 138,01.

Wanneer het personeelslid aanspraak kan maken op meerdere premies wegens het volgen van opleidingen voor verschillende opleidingscategorieën zoals bepaald in artikel 3, komt enkel de opleidingscategorie, die voor hem de gunstigste is, in aanmerking voor de toepassing van dit hoofdstuk.

**Art. 10.** In functie van de beschikbare kredieten wordt de Minister van Ambtenarenzaken ertoe gemachtigd de bij toepassing van dit hoofdstuk vastgestelde premies te verhogen of te verlagen ten belope van de helft van de maximale bedragen vastgesteld bij artikel 4, na de Vormingsraad te hebben geraadpleegd.

#### *Afdeling 2. — De transversale opleidingen*

**Art. 11.** Het personeelslid dat met vrucht een transversale opleiding gevolgd heeft, geniet de in afdeling 1 van dit hoofdstuk bedoelde premie.

Doch wordt de premie enkel toegekend aan ambtenaren van niveau 1 en 2+ na een opleiding die een minimaal uren aantal bedraagt van tweehonderd uur, behoudens afwijking toegekend door de Regering.

#### *Afdeling 3. — Specifieke opleidingen*

**Art. 12.** Het personeelslid dat met vrucht een specifieke opleiding gevolgd heeft, geniet de in afdeling 1 van dit hoofdstuk bedoelde premie.

De premie wordt evenwel enkel toegekend aan ambtenaren van niveau 1 en 2+ wegens het volgen van een opleiding die een minimal uren aantal bedraagt van tweehonderd uur, behoudens afwijking toegekend door de Regering.

**Art. 13.** De inschrijvingskosten van een personeelslid voor een specifieke opleiding zijn ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Het betrokken personeelslid heeft daarenboven, voor de verplaatsingen voor zijn deelname aan de specifieke opleiding, recht op de terugbetaling van de reiskosten op de voorwaarden en volgens de tarieven vastgesteld bij de reglementering van toepassing op de personeelsleden van de bestuursseenheid waaronder het lid ressorteert.

*Afdeling 4. — Het brevet*

**Art. 14.** Het personeelslid dat houder is van het brevet, geniet de in afdeling 1 van dit hoofdstuk bedoelde premie.

Het bedrag van deze premie is het maximaal bedrag dat bij toepassing van artikel 4 per niveau bepaald is, onverminderd de toepassing van artikel 11.

**Art. 15.** Het betrokken personeelslid heeft, voor de verplaatsingen voor zijn deelname aan de opleiding die bewezen is door het brevet, recht op de terugbetaling van de reiskosten op de voorwaarden en volgens de tarieven die vastgesteld zijn bij de reglementering van toepassing op de personeelsleden van de administratieve entiteit waaronder het lid ressorteert.

*Afdeling 5. — Het vergelijkend examen*

**Art. 16.** Het statutair personeelslid dat geslaagd is voor een vergelijkend examen bedoeld in artikel 3, 4<sup>o</sup>, geniet de premie bedoeld in afdeling 1 van dit hoofdstuk als hij binnen de twaalf maanden van het slagen voor zijn examen geen bevordering krijgt.

Het statutair personeelslid dat geslaagd is voor een vergelijkend examen bedoeld in artikel 3, 4<sup>o</sup>, geniet dezelfde premie, tenzij hij vast benoemd wordt binnen de twaalf maanden van zijn slagen.

Het bedrag van deze premie is noodzakelijkerwijze het maximaal bedrag dat bij toepassing van artikel 4 per niveau bepaald is.

De premie wordt uitbetaald op het einde van de in lid 1 bedoelde twaalf maanden.

*HOOFDSTUK III. — Opleidingsverloven voor transversale, specifieke opleidingen en het brevet*

**Art. 17.** De opleidingsverloven zijn dienstvrijstellingen die ieder personeelslid kan genieten dat ingeschreven is voor een bij artikel 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, bedoelde opleiding.

**Art. 18.** De opleidingsverloven worden genomen in de vorm van dagen, halve dagen of uren, al dan niet continu, met een maximum per school- of academiejaar, hierna gepreciseerd :

1<sup>o</sup> 180 uur voor het brevet en de universitaire opleidingen of de opleidingen van universitair niveau;

2<sup>o</sup> 120 uur voor de andere opleidingen.

Er mag enkel één uurkrediet toegekend worden per school- of academiejaar.

Het aantal hierboven bedoelde maximum uren dient, bovendien, noodzakelijkerwijze beperkt te worden tot dat van de duur van de opleiding wanneer deze duur korter is dan dit referentiekrediet.

Voor het brevet en de specifieke opleidingen, wordt het hoger bedoelde urenkrediet vermeerderd zodat het overeenstemt met de duur van de opleiding wanneer het aantal uren gedekt door deze hoger ligt dan het bij het eerste lid bedoeld urenkrediet.

Voor de berekening van de duur van de opleiding die recht geeft op het urenkrediet, wordt het aantal uren waarvoor de ambtenaar vrijgesteld is wegens vorige of lopende studies, afgetrokken.

**Art. 19.** Voor de berekening van het aantal uren opleidingsverlof, wordt tevens rekening gehouden met de prestaties van de ambtenaar gedurende het referentiejaar.

Geven aanleiding tot een evenredige vermindering van het opleidingsverlof :

1<sup>o</sup> de periodes van het referentiejaar gedurende dewelke het personeelslid zich niet kan beroepen op de bij artikel 2, 2<sup>o</sup>, bedoelde hoedanigheid;

2<sup>o</sup> de afwezigheden gedurende dewelke het personeelslid in non-activiteit of in disponibiliteit gesteld wordt;

3<sup>o</sup> het verlof bedoeld bij de artikelen 11 en 12 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid of elke andere bepaling ter vervanging ervan;

4<sup>o</sup> het verlof wegens verminderde prestaties gewettigd door familiale of sociale redenen;

5<sup>o</sup> het verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan;

6<sup>o</sup> het verlof voortvloeiend uit een maatregel tot herverdeling van het werk in de openbare sector.

**Art. 20.** § 1. Het personeelslid dat een opleidingsverlof aanvraagt moet zich beroepen op een inschrijvingsattest voor de opleiding die recht geeft op dit verlof of elke akte die bewijskracht heeft uitgereikt door de School.

De akte bedoeld bij het vorig lid vermeldt de duur van de opleiding voor ieder school- of academiejaar dat gedekt wordt. Deze duur omvat, desgevallend, de tijd die noodzakelijk is voor het opstellen van een schriftelijk werk of voor de follow-up van een stage als een van beide vereist is.

§ 2. De dienstvrijstelling wordt toegekend door het personeelslid bevoegd om het jaarlijks verlof toe te kennen, na voorlegging van het bij § 1 bedoeld attest. Er wordt er ontvangst van bericht.

§ 3. De vrijstelling kan enkel op een bepaald ogenblik geweigerd worden als gevolg van bijzondere omstandigheden die verband houden met dienstvereisten.

§ 4. In de afwezigheid van een beslissing binnen de tien dagen van de ontvangst van de aanvraag om vrijstelling, wordt deze geacht toegekend te worden.

Er wordt aan het betrokken personeelslid kennisgegeven van de weigering tot toekenning van een dienstvrijstelling binnen dezelfde termijn.

§ 5. In geval van weigering kan het betrokken personeelslid, binnen de vijf dagen van overschrijding van deze termijn, de arbitrage vragen van de leidend ambtenaar van de School.

De leidend ambtenaar bedoeld bij het vorig lid treft de nodige onderzoeksmaatregelen.

Noodzakelijkerwijze hoort hij, op hun aanvraag, het personeelslid te dien einde aangewezen door de leidend ambtenaar van de betrokken bestuursseenheid, en het personeelslid dat de zaak bij hem aanhangig gemaakt heeft, desnoods vergezeld van de persoon van zijn keuze.

Binnen de vijftien dagen nadat de zaak bij hem aanhangig gemaakt wordt, treft hij een beslissing.

Indien de beslissing de weigering als ongegrond bestempelt, kan de vrijstelling niet meer geweigerd worden ten opzichte van bedoelde opleiding voor het bedoelde personeelslid.

**Art. 21.** De personeelsleden die vrijstellingen hebben gekregen worden ertoe gehouden aan de personeelsdienst van de bestuursseenheid waaronder zij ressorteren, ten laatste binnen de twee maanden die volgen op het betrokken school- of academiejaar, attesten te laten geworden waarbij een onafgebroken bezoek aan de opleiding die tot de toekenning van het opleidingsverlof aanleiding gaf, gestaafd wordt of, wanneer dit vereiste niet in gebruik is, een vrijstelling uitgereikt door de School voor overheidsbestuur in de vorm en volgens de criteria die zij bepaalt.

In de zin van het vorige lid wordt als "onafgebroken" beschouwd, het bezoek dat minstens 4/5e van de opleiding dekt die effectief zou moeten hebben worden gevolgd.

Op het einde van de opleiding zenden de personeelsleden die een vrijstelling hebben genoten aan dezelfde dienst een attest om van deelname te bewijzen aan de proef of de proeven ter bekrachtiging van de opleiding naar rata waarvan zij een urenkrediet hebben genoten of een vrijstelling gelijk aan deze bedoeld bij het eerste lid.

Het personeelslid dat een van de boven vermelde verplichtingen niet in acht neemt, verliest gedurende vier jaar het genot van het verlofstelsel ingericht door dit hoofdstuk.

**Art. 22.** Behoudens tegengestelde beslissing van de leidend ambtenaar die de leiding heeft van de betrokken bestuursseenheid, mag het opleidingsverlof niet meer dan één keer voor dezelfde opleiding toegekend worden.

Wanneer eenzelfde opleiding meerdere school- of academiejaren bestrijkt en het personeelslid dat aan deze opleiding deelneemt al het jaarlijks opleidingsverlof niet gebruikt waarop hij recht zou kunnen hebben in toepassing van artikel 19, kunnen de niet opgenomen verlofdagen, op met redenen omklede aanvraag van dit personeelslid, overgebracht worden naar een later opleidingsjaar bij beslissing van dezelfde leidend ambtenaar.

#### HOOFDSTUK IV. — *Studieverlof voor overgangsexamens*

**Art. 23.** Het studieverlof bestaat uit dienstvrijstellingen dat elke ambtenaar ingeschreven voor een overgangsexamen ingericht door SELOR met het oog op de bevordering door overgang tot een hoger niveau in betrekkingen van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector of instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, kan genieten.

**Art. 24.** Het studieverlof wordt genomen in de vorm van dagen of halve dagen, al dan niet continu, gedurende de periode van twee maanden die voorafgaat aan de geplande datum voor de betrokken proef.

Het urenkrediet wordt op tien dagen bepaald.

Voor iedere geslaagde proef kan de ambtenaar een krediet van drie bijkomende dagen krijgen voor de latere proeven.

De aantallen dagen bedoeld bij de vorige leden vertegenwoordigen een welbepaald krediet, per ambtenaar en voor de toegang van deze tot ieder hoger niveau, voor de duur van zijn loopbaan. Dit krediet wordt bepaald op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Het kan gebruikt worden door iedere ambtenaar ingeschreven voor een of meerdere proeven van een sessie van een enkel overgangsexamen.

Indien een ambtenaar zich simultaan inschrijft voor de proeven van twee examens, heeft hij enkel recht op één van beide kredieten.

**Art. 25.** De toekenning van vrijstellingen wordt ondergeschikt aan de deelneming aan de cycli voorbereidende cursussen ingericht door de School, die het onafgebroken schoolbezoek nagaat via aanwezigheidslijsten.

Wordt geacht deel te hebben genomen aan een opleidingssessie het personeelslid dat de aanwezigheidslijst heeft getekend op het begin en op het einde van iedere zitting of op het begin en op het einde van iedere halve dag wanneer de zitting op een hele dag verspreid is.

De School geeft verslag aan de betrokken leidende ambtenaren over het onafgebroken schoolbezoek van het personeel dat onder hun bevoegdheid valt.

De ambtenaren die deel hebben genomen aan minstens 4/5de van de zitting waaruit deze cursussencycli bestaan, kunnen, binnen de perken bepaald bij artikel 25, dienstvrijstellingen genieten.

**Art. 26.** De dienstvrijstelling wordt toegekend door het personeelslid bevoegd om het jaarlijks verlof toe te kennen, na voorlegging van het bij § 1 bedoeld attest. Er wordt er ontvangst van bericht.

De vrijstelling kan enkel op een bepaald ogenblik geweigerd worden als gevolg van bijzondere omstandigheden die verband houden met dienstvereisten.

In de afwezigheid van een beslissing binnen de tien dagen van de ontvangst van de aanvraag om vrijstelling, wordt deze geacht toegekend te worden.

Er wordt aan het betrokken personeelslid kennisgegeven van de weigering tot toekenning van een dienstvrijstelling binnen dezelfde termijn.

In geval van weigering kan het betrokken personeelslid, binnen de vijf dagen van overschrijding van deze termijn, de arbitrage vragen van de leidend ambtenaar van de School.

De leidend ambtenaar bedoeld bij het vorig lid treft de nodige onderzoeksmaatregelen.

Noodzakelijkerwijze hoort hij, op hun aanvraag, het personeelslid te dien eind aangewezen door de leidend ambtenaar van de betrokken bestuursseenheid, en het personeelslid dat de zaak bij hem aanhangig gemaakt heeft, desnoods vergezeld van de persoon van zijn keuze.

Binnen de vijftien dagen nadat de zaak bij hem aanhangig gemaakt wordt, treft hij een beslissing.

Indien de beslissing de weigering als ongegrond bestempelt, kan de vrijstelling niet meer toegekend worden ten opzichte van bedoelde opleiding voor het bedoelde personeelslid.

**Art. 27.** De ambtenaren die vrijstellingen hebben gekregen, worden ertoe gehouden de oproepingsbrief van SELOR aan de ambtenaren die de vrijstellingen hebben toegekend, over te leggen. Als zij deze verplichting niet in acht nemen, verliezen zij gedurende vier jaar het genot van het verlostelsel ingericht door dit hoofdstuk.

De afwezigheid op examens die te wijten is aan gevallen van overmacht moet ook verantwoord worden bij dezelfde ambtenaren.

**Art. 28.** Iedere examendag wordt gelijkgesteld met een normale dagprestatie.

Behoudens tegengestelde instructie schriftelijk uitgedrukt door de ambtenaar die de leiding heeft van de bestuursseenheid waarin de ambtenaar zijn beroepsactiviteiten uitoefent, wordt de ambtenaar er niet toe gehouden naar zijn werkplaats terug te keren op het einde van het examen.

Nochtans, wanneer de proef op een zaterdag of een zondag ingericht is, geniet de gegadigde een dag compensatie die, met de instemming van de rechtstreekse hiërarchische meerdere, genomen dient te worden ofwel de laatste vrijdag voor de proef of de eerste maandag na de proef.

#### HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 29.** Het koninklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding van sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel, wordt opgeheven.

Doch blijft het van toepassing op de personeelsleden die dat stelsel genoten op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 30.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 31.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 maart 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
Ch. DUPONT

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2545

[2004/201678]

**2 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant la liste des projets d'actions à discriminations positives pour l'année 2004, conformément aux articles 58 et 59 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2002 fixant la proportion ou le nombre de demandeurs d'emploi au-delà desquels un établissement ou une implantation d'enseignement de promotion sociale peuvent être considérés comme établissement ou implantation bénéficiaires de discriminations positives et approuvant la liste des projets d'actions à discriminations positives, conformément aux articles 58 et 59 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 1<sup>er</sup>;